



# Fonds pour l'environnement mondial

GEF/C.27/2  
14 octobre 2005

---

Conseil du FEM  
8-10 novembre 2005

Point 3 de l'ordre du jour

## ORDRE DU JOUR PROVISOIRE ANNOTÉ

**POINT 1**  
**DE L'ORDRE DU JOUR**

**OUVERTURE DE LA RÉUNION**  
*(travaux dirigés par le DG)*

1. Leonard Good, directeur général et président du Fonds pour l'environnement mondial, ouvre la réunion.

**POINT 2**  
**DE L'ORDRE DU JOUR**

**PRÉSIDENT DE SÉANCE**  
*(travaux dirigés par le DG)*

2. Conformément au paragraphe 18 de l'Instrument, le Conseil élit un président parmi ses membres. En vertu de ce même paragraphe, la fonction de président de séance est attribuée alternativement à un représentant des pays bénéficiaires et à un représentant des pays non bénéficiaires. Roger Ehrhardt, le membre du Conseil représentant le Canada, a présidé la dernière réunion.

3. Conformément au paragraphe 18 de l'Instrument, le président de séance dirige les délibérations du Conseil pendant l'examen des points 3 « Adoption de l'ordre du jour », 4 « STAP », 5 « Déclarations des secrétaires exécutifs des Conventions et du représentant de la Commission du développement durable », 6 « Relations avec les instances des Conventions et d'autres institutions », 7 « Suivi et évaluation », 10 « Mode de sélection du directeur général et président du Fonds », 11 « Questions ayant une incidence budgétaire » et 15 « Examen du plan d'action » de l'ordre du jour.

4. Le président de séance et le DG dirigent conjointement les délibérations du Conseil pendant l'examen des points 17 « Questions diverses » et 18 « Compte rendu conjoint des présidents » de l'ordre du jour.

5. Le directeur général et président du Fonds dirige les délibérations du Conseil pendant l'examen des autres points inscrits à l'ordre du jour.

**POINT 3**  
**DE L'ORDRE DU JOUR**

**ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**  
*(travaux dirigés par le président de séance)*

6. Tous les membres du Conseil ont reçu un ordre du jour provisoire, pour examen, sous la cote GEF/C.25/1/Rev.1.

7. Le Conseil est invité à **adopter** l'ordre du jour de la réunion.

**POINT 4**  
**DE L'ORDRE DU JOUR**

**STAP**  
*(travaux dirigés par le président de séance)*

8. À sa réunion de juin 2005, le Conseil a demandé au président du STAP de soumettre un plan d'action à son examen, à sa réunion de novembre. Il a demandé que ce plan d'action comporte des mesures propres à garantir la crédibilité des examens du STAP pour toutes les opérations.

9. Le président du STAP présentera au Conseil les décisions que le STAP, le PNUE, le PNUD, la Banque mondiale et le Secrétariat du FEM ont prises pour que son Groupe fournisse plus efficacement et plus rapidement les conseils scientifiques et techniques dont le FEM a besoin (document GEF/C.27/Inf.4).

**POINT 5**  
**DE L'ORDRE DU JOUR**

**DÉCLARATIONS DES SECRÉTAIRES EXÉCUTIFS DES CONVENTIONS ET DU REPRÉSENTANT DE LA COMMISSION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**  
*(travaux dirigés par le président de séance)*

10. Les secrétaires exécutifs des Conventions et le représentant de la Commission du développement durable sont invités à prendre la parole.

**POINT 6**  
**DE L'ORDRE DU JOUR**

**RELATIONS AVEC LES INSTANCES DES CONVENTIONS ET D'AUTRES INSTITUTIONS**  
*(travaux dirigés par le président de séance)*

11. Le document GEF/C.25/3, *Relations avec les instances des Conventions et d'autres institutions*, rend compte de faits récents intéressant le FEM intervenus depuis la réunion du Conseil en juin 2005 dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique (CDB), de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (Convention de Stockholm), de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULD) dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, et du Protocole de Montréal relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone (Protocole de Montréal).

12. *Le Conseil est invité à **examiner** le document et à **prendre note** du travail effectué dans le cadre des conventions internationales sur l'environnement. Il est également invité à **adopter** le Mémoire d'accord entre le Conseil du Fonds pour l'environnement mondial et la Conférence des parties à la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants.*

#### **RAPPORT SUR LA SITUATION DU FONDS POUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS ET DU FONDS SPECIAL POUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES**

*(travaux dirigés par le DG)*

13. Le document GEF/C.27/9 rend compte de la situation et des opérations des fonds sur les changements climatiques (le Fonds pour les pays les moins avancés, le Fonds spécial pour les changements climatiques et le Fonds pour l'adaptation au changement climatique). *Le Conseil est invité à **examiner** les opérations menées au titre de ces fonds et à **autoriser** le Secrétariat à organiser en 2006 une réunion de consultation avec les pays les moins avancés parties à la CCNUCC afin d'examiner un document de programmation des ressources destinées au Fonds pour les PMA, et à prélever sur ce fonds les ressources nécessaires au financement de la réunion.*

#### **POINT 7 DE L'ORDRE DU JOUR**

##### **SUIVI ET ÉVALUATION**

*(travaux dirigés par le président de séance)*

##### *a) Politiques de suivi et d'évaluation du FEM*

14. Le directeur du Bureau du suivi et de l'évaluation présentera le document GEF/ME/C.27/1, qui expose la politique de suivi et d'évaluation envisagée pour le FEM. Cette politique définit en particulier le travail de suivi et d'évaluation au sein de l'institution et décrit le rôle et les fonctions des différents membres de l'appareil du FEM dans ce domaine. Elle prévoit une institutionnalisation des mécanismes de consultation entre les partenaires concernés. Elle propose l'adoption de critères d'évaluation et de normes minimales plus rigoureuses. La mission, les grands principes de fonctionnement et les fonctions clés du Bureau sont présentés. Il est aussi proposé de changer le nom du Bureau, qui serait rebaptisé « Bureau de l'évaluation ».

15. *Le Conseil est invité à **examiner** la politique envisagée et à **donner son avis**. Les membres du Conseil sont invités à **l'approuver**, sous réserve des observations qu'ils auront*

*formulées. La version finale de la politique, qui tiendra compte des décisions du Conseil sur les modes d'interaction avec le Bureau et sur le Relevé d'interventions de la direction (RID), sera soumise à l'aval du Conseil avant la fin de l'année 2005, selon la procédure d'approbation tacite. En outre, le Conseil est invité à **demander** au Bureau du suivi et de l'évaluation de publier les règles et les modalités administratives d'application de cette politique, qui pourrait impliquer une modification de documents de base du FEM tels que l'Instrument et le Règlement intérieur du Conseil.*

*b) Interaction entre le Bureau du suivi et de l'évaluation et le Conseil du FEM : Solutions possibles*

16. À la réunion du Conseil en juin 2005, plusieurs Membres ont demandé au Bureau du suivi et de l'évaluation (BSE) d'examiner les formules possibles pour l'interaction entre le Bureau et le Conseil. Le directeur présentera les différentes options qui font l'objet du document GEF/ME/C.27/2 intitulé *Interaction entre le Bureau du suivi et de l'évaluation et le Conseil du FEM : Solutions possibles*. Ces options ont été préparées en tenant compte de l'acquis des bureaux de l'évaluation des banques multilatérales de développement et des organisations des Nations Unies. Une étude comparative de ces acquis fait l'objet du document GEF/ME/C.27/Inf.2 intitulé *Interaction between Evaluation Offices and Governing Bodies: a Comparative Study*.

17. Le Conseil est invité à **examiner** les modes d'interaction possibles avec le Bureau du suivi et de l'évaluation, à **retenir** une option, et à **demander** au Bureau de la mettre en application.

*c) Mode de préparation et de présentation du Relevé d'interventions de la direction du FEM*

18. Conformément à la décision prise par le Conseil, le Bureau du suivi et de l'évaluation du FEM a préparé le document GEF/ME/C.27/3 intitulé *Mode de préparation et de présentation du Relevé d'interventions de la direction du FEM*. Le document décrit le mode de préparation et de présentation du Relevé d'interventions de la direction (RID) du FEM pour rendre compte des suites données aux décisions du Conseil sur les rapports d'évaluation indépendante et aux réponses qui leur sont apportées par la direction.

19. Les membres du Conseil sont invités à **examiner** et à **approuver** les modalités applicables à la préparation et à la

*présentation du Relevé d'interventions de la direction (RID) du FEM. Le Secrétariat et le Bureau du suivi et de l'évaluation prépareront le RID en consultation avec les entités compétentes de l'appareil du FEM. Le Bureau présentera le RID au Conseil en juin 2006.*

*d) Rôle des avantages découlant localement des projets dans les programmes de protection de l'environnement mondial*

20. Le document GEF/ME/C.27/4 intitulé *Rôle des avantages découlant localement des projets dans les programmes de protection de l'environnement mondial, Première partie : Nature et conclusions de l'étude*, analyse les liens réciproques entre, d'une part, les avantages qui découlent à l'échelle locale des projets et de la stratégie du FEM et, d'autre part, les effets positifs des interventions du FEM sur l'environnement mondial. L'étude présente quatre recommandations à l'examen de la direction du FEM. La Partie 2 de l'étude, qui comporte une analyse technique plus détaillée, a été placée à la rubrique *Monitoring and Evaluation* du site web du FEM.

21. Le document GEF/ME/C.27/5 intitulé *Réponse de la direction à l'étude sur le rôle des avantages découlant localement des projets dans les programmes de protection de l'environnement mondial, Première partie*, préparé par le Secrétariat et les Agents d'exécution, présente la réponse de la direction à cette étude.

22. Les membres du Conseil sont invités à **examiner** l'étude intitulée « *Rôle des avantages découlant localement des projets dans les programmes de protection de l'environnement mondial* » et à **prendre note** des recommandations présentées et de la réponse de la direction. Le Conseil est également invité à **prier** le Secrétariat et les Agents d'exécution de préparer une série de mesures adaptées afin de donner suite à ces recommandations. Le Secrétariat et le Bureau du suivi et de l'évaluation rendront compte des suites données à la décision du Conseil dans le Relevé d'interventions de la direction, qui sera présenté au Conseil à sa réunion de juin 2006.

## **POINT 8**

### **DE L'ORDRE DU JOUR**

### **DÈRNIÈRES INFORMATIONS SUR LE DAR** *(travaux dirigés par le DG)*

23. Le document GEF/C.27/5 intitulé *Application du Dispositif d'allocation des ressources du FEM* vise à informer le Conseil des mesures prises en vue de l'application du DAR à compter de FEM-

4 et à solliciter ses directives sur les modalités et la date de communication de l'information sur les ressources allouées à titre individuel et collectif dans le cadre du dispositif adopté.

24. *Le Conseil est invité à **examiner** le document GEF/C.27/5 et à **approuver** la formule envisagée pour communiquer les prévisions de ressources allouées à titre individuel et collectif.*

**POINT 9**  
**DE L'ORDRE DU JOUR**

**PROGRAMME DE TRAVAIL**  
*(travaux dirigés par le DG)*

25. Le document GEF/C.27/6 intitulé *Programme de travail* présente le projet de programme de travail qui se compose des projets dont le DG recommande l'approbation au Conseil. Le Secrétariat a établi une note de présentation du projet de programme de travail, dans laquelle il rend compte des questions que soulève ce programme au plan des politiques et de la programmation des ressources.

26. *Le Conseil est invité à **examiner** le projet de programme de travail et à l'**approuver** afin qu'il lui soit donné les suites voulues.*

**POINT 10**  
**DE L'ORDRE DU JOUR**

**MODE DE SÉLECTION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL ET PRÉSIDENT DU FONDS**  
*(travaux dirigés par le président de séance)*

27. À sa réunion de juin 2005, le Conseil a examiné le document GEF/C.24/11/Rev.1 intitulé *Mode de sélection du directeur général et président du Fonds* et a défini une procédure de nomination (à l'exception du point concernant le nombre de candidatures que les Agents d'exécution recommanderaient au Conseil)

28. Le Conseil a demandé au Secrétariat, en collaboration avec les Agents d'exécution et en tenant compte des propositions faites à la réunion, de préparer une proposition pour conduire des consultations avec tous les membres du Conseil pendant le processus de sélection, proposition à soumettre pour examen et approbation à sa réunion de novembre 2005.

29. Les Agents d'exécution et le Secrétariat ont également préparé un projet de mandat et rassemblé différentes informations qu'ils soumettent à l'approbation du Conseil pour le cas où celui-ci déciderait de lancer le processus de sélection d'un nouveau DG.

30. Le Conseil est invité à **examiner** et à **adopter** le mécanisme de consultation qu'il est envisagé d'appliquer au cours de la sélection du directeur général et président du Fonds, à **approuver** la teneur de la recommandation des Agents d'exécution au Conseil sur la désignation d'un DG, et à **décider** soit : a) de reconduire le DG actuel dans ses fonctions ; soit b) de lancer le processus de sélection d'un nouveau DG.

**POINT 11**  
**DE L'ORDRE DU JOUR**

**QUESTIONS AYANT UNE INCIDENCE BUDGÉTAIRE**  
*(travaux dirigés par le président de séance)*

31. Le Conseil est invité à approuver un complément de financement au titre des questions suivantes :

a) *Renforcement de l'aide aux points focaux et aux membres du Conseil*

32. À sa réunion de juin 2005, le Conseil a approuvé les propositions visant à reconduire pour quatre ans le programme d'aide aux points focaux nationaux et aux membres du Conseil.

33. Le Conseil a demandé au Secrétariat et aux Agents d'exécution de travailler en coopération pour préparer un projet visant à rendre le programme opérationnel et à le financer en distinguant clairement les coûts administratifs des coûts de renforcement des capacités afin d'imputer les premiers au budget de fonctionnement.

34. Le Conseil est invité à **examiner** le document GEF/C.27/8 intitulé « Coût administratif du programme d'aide aux membres du Conseil » et à **approuver** un complément de ressources à ajouter au budget du Secrétariat pour l'exercice 06 afin de couvrir le coût annuel de ce programme.

b) *Informatique de gestion*

35. Le document GEF/C.27/10 soumet à l'examen et à l'approbation du Conseil une proposition de financement visant à équiper le FEM d'un système intégré de gestion exploitable sur le web. Le nouveau système permettra au FEM et à ses principaux partenaires de consigner des informations sur les projets, d'analyser des données relatives aux activités menées et d'établir des rapports analytiques sous différents formats. Grâce à ce système, les utilisateurs agréés travaillant au FEM et les principaux partenaires de l'institution auront facilement accès à toutes les informations sur



les projets du Fonds. L'accès à l'information du domaine public s'en trouvera également facilité.

36. *Le Conseil est invité à **examiner** la proposition et à **approuver** la mise en place d'un système intégré de gestion et l'affectation des ressources budgétaires nécessaires à cette fin.*

c) *Année internationale des déserts et de la désertification*

37. Lors de sa réunion de juin 2005, le Conseil a demandé au Secrétariat de voir, en collaboration avec les Agents et Organismes d'exécution, comment le FEM pouvait contribuer à l'Année internationale des déserts et de la désertification. Préparé en réponse à cette demande, le document GEF/C.27/11 propose un certain nombre d'activités permettant au FEM de participer à cet effort international.

38. *Le Conseil est invité à **examiner** les propositions présentées dans le document et à **approuver les activités envisagées et le budget connexe** au titre d'une initiative spéciale du FEM.*

## POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

### COMPOSANTES D'UNE STRATÉGIE DE PRÉVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES (travaux dirigés par le DG)

39. Lors de sa réunion de juin 2005, le Conseil a chargé le Secrétariat de travailler en consultation avec les Agents d'exécution pour préparer un projet de stratégie sur les moyens les plus efficaces et les plus économiques d'aider davantage les pays à renforcer leurs capacités en vue de la mise en place de leurs cadres nationaux de promotion de la biosécurité, en application des directives reçues au titre du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques.

40. Le document GEF/C.27/12 propose les composantes d'une stratégie de prévention des risques biotechnologiques. Ces composantes, qui seraient développées par le Secrétariat et les Agents d'exécution, tiennent compte des conclusions du projet de rapport d'une étude réalisée par le Bureau du suivi et de l'évaluation sur l'aide qu'apporte le FEM pour faciliter l'application du Protocole de Cartagena (document GEF/ME/C.27/Inf.1.).

41. *Le Conseil est invité à **examiner les composantes** présentées et à **les approuver comme base de développement***

*d'une stratégie qui permettra d'orienter l'aide du FEM en vue de l'application du Protocole de Cartagena. Il est proposé de préparer un projet de stratégie de prévention des risques biotechnologiques pour le soumettre par courrier à l'examen et à l'approbation du Conseil au début de l'année 2006.*

**POINT 13**  
**DE L'ORDRE DU JOUR**

**STRATÉGIE DE MOBILISATION DU SECTEUR PRIVÉ**  
*(travaux dirigés par le DG)*

42. En consultation avec les Agents d'exécution et d'autres acteurs, dont le secteur privé, le Secrétariat du FEM a préparé le document GEF/C.27/13 intitulé *Stratégie de mobilisation accrue du secteur privé*, qu'il soumet à l'examen du Conseil. La stratégie propose une formule et des modalités opérationnelles de renforcement de la participation du secteur privé afin de sauvegarder durablement le patrimoine écologique mondial par des moyens efficaces du point de vue de leur coût.

43. *Le Conseil est invité à **examiner** et à **approuver** les orientations définies dans la stratégie et à **demander** au Secrétariat de soumettre à sa décision des propositions concrètes de mise en œuvre lors de sa réunion de juin 2006.*

**POINT 14**  
**DE L'ORDRE DU JOUR**

**ACTIVITÉS RELATIVES AUX FORÊTS**  
*(travaux présidés par le DG)*

44. Lors de la réunion qu'il a tenue en juin 2005, le Conseil a prié le Secrétariat de préparer un rapport sur les activités du FEM dans le domaine des forêts et de le lui soumettre à sa réunion de novembre. Le document GEF/C.27/14 rend compte des activités du FEM dans ce domaine et définit le contexte et la nature des interventions du FEM dans ce secteur depuis sa création.

45. *Le Conseil est invité à **examiner** le document et à **donner son avis**. Il est également invité à **approuver l'approche** préconisée dans le document et à prier le Secrétariat et les Agents et Organismes d'exécution d'élaborer conjointement des directives opérationnelles complémentaires pour élargir la contribution du FEM à l'aménagement durable des forêts.*

**POINT 15**  
**DE L'ORDRE DU JOUR**

**EXAMEN DU PLAN D'ACTION**

*(travaux dirigés par le président de séance)*

46. Préparé par le Secrétariat en consultation avec les Agents d'exécution, le document GEF/C.25/13 intitulé *Examen du plan d'action pour donner suite aux recommandations visant à améliorer les résultats du FEM*, rend compte des actions et activités menées par le Secrétariat et les Agents d'exécution en réponse aux recommandations du Deuxième bilan du FEM et de l'Assemblée de l'institution.

47. *Le Conseil est invité à **examiner** le plan d'action et à **donner son avis**.*

**POINT 16**  
**DE L'ORDRE DU JOUR**

**ANALYSE COÛT-EFFICACITÉ DANS LES PROJETS DU FEM**  
*(travaux dirigés par le DG)*

48. Le document GEF/C.25/11 intitulé *Analyse coût-efficacité dans les projets du FEM*, décrit cette analyse à l'aide d'exemples dans les domaines d'intervention Diversité biologique et Changements climatiques.

49. *Le Conseil est invité à **examiner** l'approche retenue pour les analyses de coût-efficacité et à en **prendre bonne note**.*

**POINT 17**  
**DE L'ORDRE DU JOUR**

**QUESTIONS DIVERSES**  
**(TRAVAUX CODIRIGÉS)**

50. Les membres du Conseil et les présidents peuvent soulever toute autre question dans le cadre de ce point de l'ordre du jour. Le Secrétariat appelle notamment l'attention du Conseil sur le document GEF/C.27/3 intitulé *Note sur l'organisation de la Troisième assemblée du FEM*. *Le Conseil est invité à **examiner** le document et à **approuver** le lieu et les dates de la Troisième assemblée du FEM.*

**POINT 18**  
**DE L'ORDRE DU JOUR**

**COMPTE RENDU CONJOINT DES PRÉSIDENTS**  
*(travaux codirigés)*

51. Le président de séance et le directeur général et président du FEM présenteront le compte rendu conjoint des conclusions auxquelles ont abouti les travaux. Les décisions approuvées par le Conseil pendant sa réunion seront reprises dans le compte rendu conjoint des présidents.



## ANNEXE A: HORAIRE PROVISOIRE

### ***Mardi 8 novembre 2005***

#### *Séance du matin*

9h30 – 10h00	Point 1 de l'ordre du jour	Ouverture de la réunion (DG)
	Point 2 de l'ordre du jour	Élection du président de séance (DG)
	Point 3 de l'ordre du jour	Adoption de l'ordre du jour (président de séance)
10h00 – 12h00	Point 4 de l'ordre du jour	STAP (président de séance)
12h00 – 12h30	Point 5 de l'ordre du jour	Déclarations des secrétaires exécutifs des Conventions (président de séance)
12h30 – 13h00	Point 6 de l'ordre du jour	Relations avec les instances des Conventions et d'autres institutions (président de séance)

#### *Séance de l'après-midi*

14h30 – 15h30	Point 6 de l'ordre du jour	Relations avec les instances des Conventions (suite)
15h30 – 16h00	Point 7 de l'ordre du jour	Suivi et évaluation (président de séance)

### ***Mercredi 9 novembre 2005***

#### *Séance du matin*

9h00 – 11h00	Point 8 de l'ordre du jour	Dernières informations sur le DAR (DG)
11h00 – 13h00	Point 9 de l'ordre du jour	Programme de travail (DG)

#### *Séance de l'après-midi*

14h30 – 16h30	Point 10 de l'ordre du jour	Mode de sélection du DG (président de séance)
16h30 – 18h30	Point 11 de l'ordre du jour	Questions ayant une incidence budgétaire (président de séance)
	Point 11 a) de l'ordre du jour	Renforcement de l'aide aux points focaux et aux membres du Conseil
	Point 11 b) de l'ordre du jour	Informatique de gestion
	Point 11 c) de l'ordre du jour	Année internationale des déserts et de la désertification

***Jeudi 10 novembre 2005***

*Séance du matin*

9h00 – 10h00	Point 12 de l'ordre du jour	Composantes d'une stratégie de prévention des risques biotechnologiques (DG)
10h00 – 11h00	Point 13 de l'ordre du jour	Stratégie de mobilisation du secteur privé (DG)
11h00 – 12h00	Point 14 de l'ordre du jour	Activités liées aux forêts (DG)
12h00 – 13h00	Point 15 de l'ordre du jour	Examen du plan d'action (président de séance)
13h00 – 13h30	Point 16 de l'ordre du jour	Coût-efficacité des projets du FEM (DG)
13h30 – 14h00	Point 17 de l'ordre du jour	Questions diverses (travaux codirigés)

*Séance de l'après-midi*

14h30 – 18h00	Point 18 de l'ordre du jour	Compte rendu conjoint des présidents (travaux codirigés)
---------------	-----------------------------	--